

CCIG

CENTRE
CATHOLIQUE
INTERNATIONAL
DE GENEVE

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2015

www.ccig-iccg.org

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
Au cœur des défis de notre temps	
EDITORIAL	3
Accompagner le travail des institutions onusiennes	
SERVICE AUX ONG	4
Comprendre le fonctionnement des mécanismes de protection des droits	
FORMATION	5
Promouvoir un engagement sur les sujets d'intérêts partagés	
RÉFLEXION ET SENSIBILISATION	6
Améliorer les processus internes du Centre	
ADMINISTRATION	7

ABRÉVIATIONS

BIT	Bureau International du Travail
CDH	Conseil des Droits de l'Homme
CINGO	Organisation Non-Gouvernementale d'inspiration catholique / Catholic- inspired Non-Governmental Organization
EPU	Examen Périodique Universel
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
OIT	Organisation International du Travail
ONG	Organisation Non-Gouvernementale

« Au cœur des
défis de notre
temps »

EDITORIAL

CHERS AMIS DU CENTRE,

2015 a été une année particulièrement triste pour la communauté internationale. Les guerres et la crise humanitaire avec les flux massifs de réfugiés ont démontré d'une manière brutale son impuissance et son incapacité à garantir les droits fondamentaux. Trop souvent elle n'arrive même pas à simplement protéger la vie.

Je suis d'autant plus reconnaissant à toutes les personnes qui ne se laissent pas démotiver, qui continuent à s'engager peut-être même davantage encore pour la justice et la paix dans ce monde. Leur courage et leur force donne un nouvel élan. Il nous motive à ne pas baisser les bras, à continuer de nous engager et de reconnaître qu'au cœur même de ces souffrances, des actes d'amour et d'espérance sont posés.

Le travail dans le cadre de la Genève Internationale reste toujours un peu abstrait. Bien souvent il semble éloigné de la réalité de la vie. Mais les sujets débattus ont une haute importance. Créer les liens entre le terrain et les institutions à Genève fait partie du travail du CCIG.

En 2015, grâce à l'engagement de son équipe, de ses membres et de ses partenaires, le CCIG a organisé une consultation d'ONG intitulée « De l'économie informelle à l'économie formelle : assurer des conditions de travail décentes et équitables » à l'occasion de la deuxième discussion de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur l'adoption d'une recommandation sur la transition de l'économie informelle à l'économie formelle. Portant sur les jeunes, les femmes et les migrants souvent exposés aux abus et à l'exploitation dans le marché du travail, la consultation a été une précieuse opportunité pour la société civile d'échanger sur les défis économiques d'aujourd'hui et leurs impacts sur la plupart des groupes vulnérables.

L'année 2015 a aussi marqué le début d'un projet destiné à des acteurs du terrain entièrement conçu et géré par le CCIG en collaboration avec ses membres FMSI et ERI. Avec le soutien de la République et Canton de Genève et de Adveniat, le CCIG a mis en place un programme de formation de défenseurs des droits des enfants dans cinq pays d'Amérique Centrale et du Sud. Le projet se terminera avec l'organisation d'un événement parallèle



au Palais des Nations à l'occasion de la 32^{ème} Session du Conseil des Droits de l'Homme.

Nous savons tous que le travail ne va pas manquer en 2016 ! Le suivi des Objectifs du développement durable et de l'accord de Paris contre le changement climatique ou les réformes du Conseil des Droits de l'Homme demandent un engagement fort de la société civile. Une autre tâche est de continuer les efforts pour assurer des conditions financières et structurelles permettant au CCIG de continuer son travail en 2016 et au-delà ! Nous remercions tous nos partenaires, nos membres, le comité, notre secrétaire générale, Maria D'Onofrio, et sa remplaçante, Silvia Palomba, pour leur engagement et la bonne collaboration. Nous nous réjouissons de la poursuivre en 2016 et au-delà !

Bien à vous,

Felix Wertli, Président du Comité

SERVICE AUX ONG

PLATEFORME POUR L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL (EPU)

Cette plateforme, établie en décembre 2011, a continué et renforcé son travail envisageant de nouvelles formes de collaboration parmi les ONGs membres et d'autres partenaires. Au cours de 2015, quatre réunions de la Plateforme ont eu lieu pour faciliter le travail conjoint des ONGs entre la 18^e et la 23^e session de l'EPU. Six **interventions écrites conjointes** ont été soumises au Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme par les membres de la Plateforme du CCIG et six **interventions orales** ont été prononcées dans le cadre du point 6 du Conseil des Droits de l'Homme¹. En comparaison avec le nombre de sessions et de pays traités par la Plateforme EPU en 2013 (dix pays et trois sessions) et en 2014 (quinze pays et cinq sessions), on remarque une augmentation importante et constante dans le travail de la Plateforme.

Par ailleurs, à la demande de ses membres, le CCIG a organisé une **demi-journée de formation** le 4 mai 2015

«L'aide du CCIG a été décisive pour nous lancer dans ce plaidoyer international. Nos partenaires locaux se sont sentis valorisés par ces démarches de mise en avant de leurs observations auprès de l'ONU. Cela a conduit certains à débiter en parallèle un plaidoyer national.»

*Fondation Apprentis d'Auteuil
Membre du CCIG*



sur les activités de lobbying à Genève et sur le terrain. Pour autant, des représentants d'ONGs basées à Genève ainsi que des représentants d'ONGs locales (notamment des pays d'Afrique) ont participé à la formation. Sur la base de l'analyse de l'efficacité des recommandations EPU, la formation a été consacrée aux opportunités de plaider. L'orateur, Jean-Claude Vignoli (Directeur des programmes, UPR-info), a présenté un éventail d'options possibles sur la base de l'opportunité stratégique et du timing, ainsi que d'autres outils pour réaliser le lobbying. L'objectif de ce cours a été d'offrir aux participants des pistes pour renforcer leur participation dans le cadre de cet examen, et notamment pour mieux structurer leur action afin de s'assurer que les recommandations issues de l'EPU soient efficacement mises en œuvre par les États concernés. En comparaison avec d'autres sessions de formation similaires organisées en 2013 et en 2014, le nombre de participants a plus que doublé. En outre, la variété des participants témoigne de l'engagement du CCIG pour impliquer non seulement les ONGs internationales mais aussi les acteurs locaux. Plus d'informations sur la formation mentionnée sont disponibles sur le site internet du CCIG au lien suivant: <http://www.ccig-iccg.org/?p=1346>

Sur le site du CCIG, une **banque de données** a été mise en place pour archiver tous les rapports et les interventions orales produites par les membres de la Plateforme. Afin de permettre un accès facile et direct aux documents pertinents, la banque de données a été régulièrement mise à jour tout au long de l'année 2015 (consulter la page de la Plateforme EPU: http://www.ccig-iccg.org/?page_id=457).

[1] http://www.ccig-iccg.org/?page_id=457

FORMATION

Le secrétariat du CCIG a offert une assistance continue aux activités des ONGs visant à former leurs propres membres sur les différents mécanismes des Nations Unies pour la protection et promotion des droits de l'homme, tels que les organes des traités et l'Examen Périodique Universel. Les bénéficiaires de ces formations étant des défenseurs des droits de l'homme dans des pays d'Afrique et d'Amérique, parmi d'autres.

De plus, du 30 septembre au 1 octobre 2015, le CCIG a organisé une session de formation sur les mécanismes onusiens à la demande du centre UNESCO des Pays basques («UNESCO Etxea»): des représentantes du gouvernement basque travaillant sur des questions liées aux droits de l'homme ont participé à cette formation. Le but était d'offrir aux participants un espace d'apprentissage et d'échange pour réfléchir sur la manière d'assurer le respect et la mise en œuvre des droits de l'homme dans les Pays basques (Espagne). Des sujets tels que les processus de réconciliation et les implications entre migration et droits de l'homme ont été également abordés. Le CCIG a aussi facilité les rencontres entre les participants et les différents acteurs clés dans le domaine des droits de l'homme, notamment des fonctionnaires du Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU et les représentants des ONGs internationales à Genève. Pour plus d'informations, consulter le site internet du CCIG : http://www.ccig-iccg.org/?page_id=513

De plus, à la demande de UNESCO Etxea, le CCIG a facilité la réalisation d'un événement parallèle qui a eu lieu le 29 septembre au cours de la 30^e session du

« Un mot de remerciement pour votre disponibilité à contribuer à notre formation. Comme d'habitude, cela a été très bien reçu et apprécié par les participants. »

*Edmund Rice International (ERI)
Membre du CCIG*

« Merci beaucoup pour votre présentation sur le système des Organes des Traités des Nations Unies. C'était très nouveau pour moi, comme tout le reste... c'est pourquoi, cela m'a beaucoup plu. J'ai hâte de travailler avec le CCIG, ici à Genève à l'avenir. »

*Marist International Solidarity Foundation (FMSI)
Membre du CCIG*

Conseil des Droits de l'Homme. L'événement a porté sur la relation entre diversité culturelle et droits de l'homme. Parmi les panélistes, il convient de souligner l'intervention de Mme Mylène Bidault, (HCDH - Assistante de Mme Farida Shaeed, Rapporteuse Spéciale dans le domaine des droits culturels). Défenseurs des droits de l'homme au niveau local, représentants d'ONGs et experts des Nations Unies ont participé et contribué au succès de cet événement. Plus d'informations sur l'évènement mentionné disponibles sur le site internet du CCIG au lien suivant: <http://www.ccig-iccg.org/?p=1434>.

Enfin, grâce au soutien de la République et Canton de Genève ainsi que de Adveniat, le CCIG a démarré au cours du 4^{ème} trimestre 2015 son projet de formation et « capacity building » destiné aux défenseurs des droits des enfants de cinq pays d'Amérique Centrale et du Sud, à savoir le Guatemala, El Salvador, le Honduras, le Nicaragua et la Bolivie. Conçu et réalisé en partenariat avec deux de ses membres, Edmund Rice International (ERI) et Marist International Solidarity Foundation (FMSI), ce projet se déroulant sur 2015 et 2016 consiste en une formation sur le terrain portant sur les mécanismes onusiens au bénéfice de 25 représentants locaux d'ONGs engagées pour les droits des enfants ; un événement parallèle sera organisé à Genève lors du Conseil des Droits de l'Homme pour offrir la possibilité à certains des participants à la formation de présenter leur expérience et leurs connaissances de la réalité locale à l'attention des représentants des Etats et des autres acteurs internationaux.

RÉFLEXION ET SENSIBILISATION

« LA TRANSITION DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE VERS L'ÉCONOMIE FORMELLE: DES CONDITIONS DE TRAVAIL DÉCENTES ET PLUS ÉQUITABLES » - COLLOQUE DU CCIG

Depuis plusieurs années, le CCIG a montré un grand intérêt pour les activités menées par le Bureau International du Travail (BIT), en particulier dans le cadre de la Conférence Internationale du Travail. A l'occasion de la proposition d'une recommandation de l'OIT portant sur la transition de l'économie informelle à l'économie formelle, le CCIG a organisé le 2 juin 2015 une consultation à ce sujet, en collaboration avec la Commission allemande Justice et Paix / Kolping International, la CIJOC, le MMTC et Caritas Internationalis, et avec le soutien de WIEGO (Women in Informal Economy: Globalizing and Organizing). L'événement a offert aux participants un espace de concertation parallèle aux sessions de la Conférence Internationale du Travail qui avait lieu simultanément. Aux interventions des illustres orateurs, parmi lesquels Mme Gloria Moreno Fontes, (Département Migrations – OIT), les travaux de groupes thématiques animés par des experts ont suivi. A l'issue de l'événement,

« J'ai énormément apprécié le soutien du CCIG [...]. Tout le travail réalisé ensemble constituera pour nous une base nous permettant de mieux observer la réalité des jeunes dans le monde du travail et de contribuer à la construction d'un meilleur avenir »

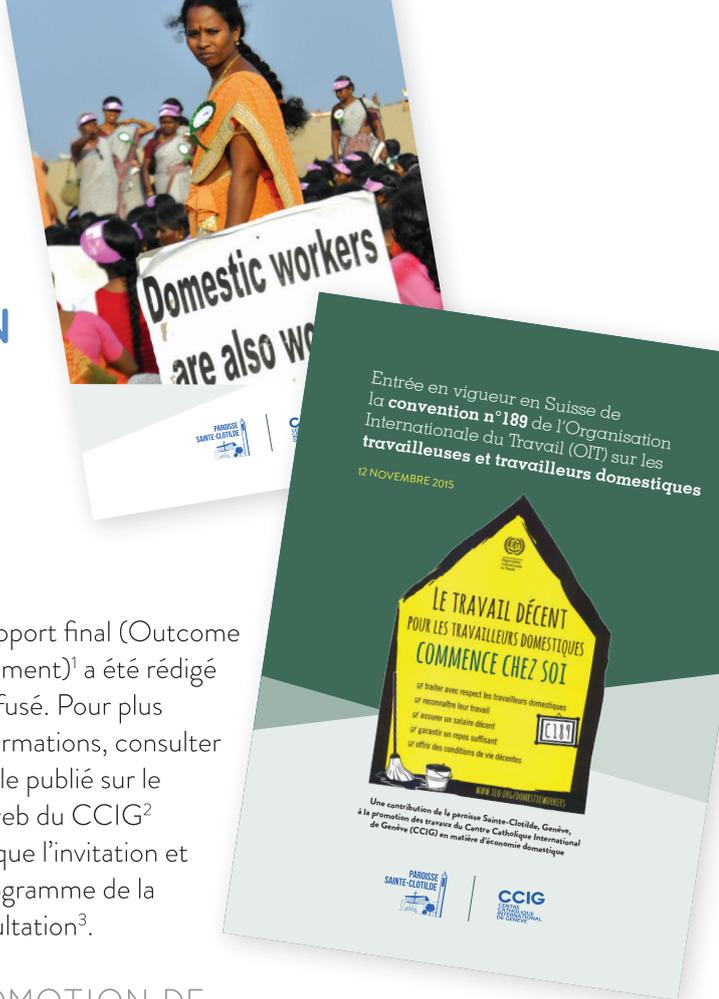
Coordination Internationale de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne
(CIJOC) – Partenaire du CCIG

un rapport final (Outcome Document)¹ a été rédigé et diffusé. Pour plus d'informations, consulter l'article publié sur le site web du CCIG² ainsi que l'invitation et le programme de la consultation³.

PROMOTION DE LA CONVENTION N° 189 DE L'OIT SUR LE TRAVAIL DOMESTIQUE

Le 12 novembre 2015, à l'occasion de l'entrée en vigueur en Suisse de la Convention n° 189 de l'OIT sur le Travail Domestique, le CCIG et la Paroisse genevoise de Ste Clotilde ont organisé un événement public pour sensibiliser la Genève Internationale et Locale à la ratification par la Suisse de cette très importante convention. Le CCIG et la Paroisse Ste Clotilde ont saisi cette occasion pour diffuser à Genève une brochure explicative (en anglais⁴ et en français⁵) qu'ils ont réalisée sur la Convention n° 189 et sur son application en Suisse, ainsi qu'un Aide mémoire (en français⁶, anglais⁷, espagnol⁸ et portugais⁹) destiné aux travailleurs domestiques et aux employeurs pour favoriser une prise de conscience des droits fondamentaux liés au travail domestique. Pour plus d'informations, consulter: <http://www.ccig-iccg.org/?p=1463>.

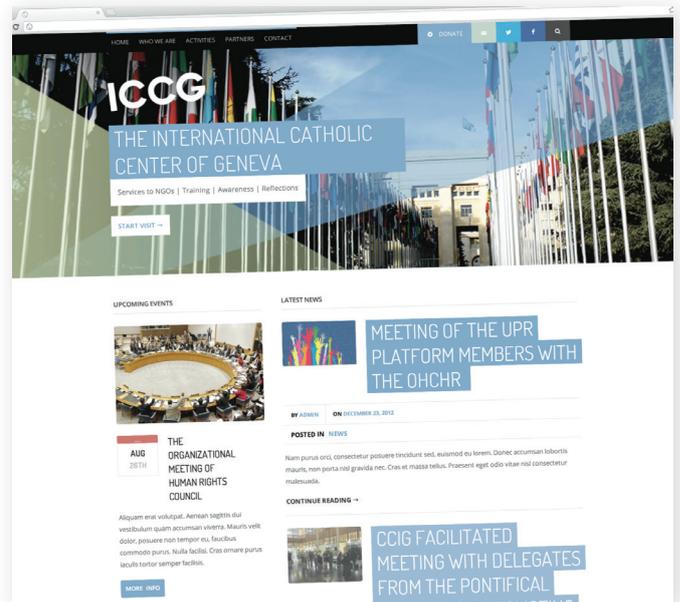
- [1] Le rapport est disponible sur le site internet du CCIG: http://www.ccig-iccg.org/wp-content/uploads/2015/07/Outcome_Document_FINAL-final_links_to_add-22.07.2015.pdf
- [2] <http://www.ccig-iccg.org/?p=1378>
- [3] http://www.ccig-iccg.org/wp-content/uploads/2015/07/Invitation- Informal-Economy_June-2-2015.pdf
- [4] http://www.ccig-iccg.org/wp-content/uploads/2015/12/Brochure_EN_V2.pdf
- [5] http://www.ccig-iccg.org/wp-content/uploads/2015/12/Brochure_FR_V5.pdf
- [6] http://www.ccig-iccg.org/wp-content/uploads/2015/12/Depliant_FR.pdf
- [7] http://www.ccig-iccg.org/wp-content/uploads/2015/12/Depliant_EN.pdf
- [8] http://www.ccig-iccg.org/wp-content/uploads/2015/12/Depliant_ES.pdf
- [9] http://www.ccig-iccg.org/wp-content/uploads/2015/12/Depliant_PT.pdf



ADMINISTRATION

STRUCTURATION DES ACTIVITÉS DU CCIG

Durant l'année écoulée le comité a tenu sept réunions au siège du CCIG. Une grande partie du travail a visé à garantir la cohérence de toutes les activités avec la Stratégie et le Plan d'action 2013-2017 ainsi que le développement des démarches de recherche de fonds. Enfin, comme chaque année, plusieurs rencontres ont eu lieu entre le secrétariat et les membres souhaitant recevoir une assistance ponctuelle dans le développement de leurs activités.



STRATÉGIES DE FINANCEMENT

En plus du soutien fidèle d'Action de Carême, le CCIG a, en 2015, consolidé les partenariats existants et entrepris des démarches pour identifier de nouvelles sources de financement. L'approbation par la République et Canton de Genève et par Adveniat du projet susmentionné pour les défenseurs des droits des enfants en Amérique Centrale et du Sud a constitué un support important pour nos actions de recherche de fonds.



ÉLÉMENTS CLÉS LIÉS À LA RECHERCHE DE FONDS:

- Le cours de formation pour les représentants des Pays basques et l'organisation de l'événement parallèle correspondant ont été mandatés au CCIG par « UNESCO Extea » qui a assuré les aspects financiers de ce projet.
- De même, en 2015, le CCIG a obtenu une contribution pour la Plateforme EPU de la part de Trôcaire.
- La recherche de fonds en Suisse alémanique a abouti à des donations de la part de la Mission Intérieure de Zoug.
- D'autres activités telles que la consultation sur la transition de l'économie informelle à l'économie formelle ont été financées par les partenaires respectifs.

CCIG

CENTRE
CATHOLIQUE
INTERNATIONAL
DE GENEVE

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2015

Rue de Varembe 1 – Case postale 43 CH – 1211 Genève 20

Tel: 00 41 22 734 14 65 – Fax: 00 41 22 734 08 78 – E-Mail: secretariat@ccig-iccg.org

www.ccig-iccg.org